

Appel à compétences

Organisation des débats publics

La Commission nationale du débat public (CNDP) est une autorité administrative indépendante chargée de veiller au respect de l'information et de la participation du public au processus d'élaboration des projets, plans ou programmes dès lors qu'ils présentent de forts enjeux socio-économiques ou ont des impacts significatifs sur l'environnement ou l'aménagement du territoire. Elle assure ainsi la mise en œuvre de l'article 7 de la Charte constitutionnelle de l'environnement et des engagements internationaux de la France souscrits dans le cadre de la Convention d'Aarhus. Les valeurs de la CNDP sont l'indépendance, la neutralité, la transparence, l'égalité de traitement, l'argumentation et l'inclusion.

Saisie d'un projet, plan ou programme relevant de sa compétence, la CNDP peut, selon les termes de la loi, « décider d'organiser un débat public ou une concertation préalable permettant de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet ou des objectifs et des principales orientations du plan ou programme, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Ce débat ou cette concertation permet, le cas échéant, de débattre de solutions alternatives, y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre. Ce débat ou cette concertation porte également sur les modalités d'information et de participation du public après sa clôture. » (article L. 121-1 du code de l'environnement). L'organisation d'une concertation préalable, dont la CNDP décide des modalités, est confiée au maître d'ouvrage. En revanche, « si la commission estime qu'un débat public est nécessaire, elle l'organise et en confie l'animation à une commission particulière qu'elle constitue. » (article L. 121-9). Ces débats publics peuvent être organisés en métropole comme dans les départements et régions d'outre-mer. La CNDP pilote l'ensemble de la procédure : elle décide du principe de l'organisation d'un débat public, désigne la commission particulière chargée de son animation ((CPDP) laquelle se dote d'un secrétariat général), apprécie la complétude du dossier du maître d'ouvrage, approuve les modalités du débat public et son calendrier (qui ne peut excéder quatre mois pour les projets et six mois pour les plans et programmes). À l'issue du débat, la CPDP en établit le bilan et le président de la CNDP la synthèse. Le maître d'ouvrage doit alors répondre aux questions du public et aux recommandations de la CPDP. Sa réponse est soumise à l'avis de la CNDP qui ouvre ensuite la concertation continue faisant suite au débat public.

Pour l'organisation des débats publics, la CNDP a recours à des prestataires retenus par la voie d'un accord-cadre à bons de commande passé à l'issue d'une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert (articles L. 2124-2 et R. 2124-2 du Code de la commande publique). Cet accord-cadre est composé de quatre lots :

- **Lot 1** : prestations et services de ressources humaines pour la constitution et la gestion des secrétariats généraux des débats publics (portage salarial) ;
- **Lot 2** : ingénierie de la participation pour l'organisation des débats publics ;
- **Lot 3** : communication des débats publics (mobilisation des publics) ;
- **Lot 4** : logistique des débats publics.

Les titulaires de l'accord-cadre, d'une durée d'un an renouvelable trois fois au maximum, interviennent dès la phase de préparation de chaque débat, en appui de la CPDP et sous le pilotage opérationnel du secrétariat général.

La CNDP engagera prochainement une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence pour l'organisation des débats publics. Elle envisage de recourir à un accord-cadre structuré en deux ou trois lots. Deux hypothèses de structuration sont à l'étude :

a) Hypothèse d'un accord-cadre en trois lots

- création d'un lot unique regroupant l'ingénierie de la participation (ancien lot 2) et la communication des débats publics (ancien lot 3) ;
- maintien des lots 1 et 4 :
 - o prestations et services de ressources humaines pour la constitution et la gestion des secrétariats généraux des débats publics (portage salarial) ;
 - o logistique des débats publics.

b) Hypothèse d'un accord-cadre en deux lots

- création d'un lot unique regroupant l'ingénierie de la participation (ancien lot 2), la communication des débats publics (ancien lot 3) **et** la logistique des débats publics (ancien lot 4) ;
- maintien d'un lot distinct prestations et services de ressources humaines pour la constitution et la gestion des secrétariats généraux des débats publics (portage salarial).

Par ailleurs, pour le lot issu de cette fusion et, le cas échéant, pour le lot « logistique des débats publics » dans l'hypothèse où il demeurerait distinct, la CNDP étudie l'opportunité de recourir à un accord-cadre multi-attributaires de trois titulaires au plus pour le ou les lots concernés. Les bons de commande seraient attribués par tirage au sort pour les primo-attributions, puis à tour de rôle selon un système de rotation entre les titulaires.

Le contrat pourrait comporter des clauses de révision des prix basées sur des indices ou des index spécifiques, afin de prendre en compte les fluctuations économiques pendant toute sa durée d'exécution.

Afin de vous aider à répondre à cet appel à compétences, une grille de réponse est mise à votre disposition ci-dessous. Ce formalisme n'est toutefois pas obligatoire et vous pouvez répondre selon la forme qui vous semblera la plus appropriée. Le présent sourçage est une démarche préalable à la mise en concurrence et ne constitue donc pas un marché public. Les informations contenues dans la réponse au présent appel sont confidentielles et portées à la seule connaissance des agents compétents de la CNDP. Aucune information contenue dans ce document ou ayant fait l'objet de discussion ne sera divulguée. Les opérateurs doivent préciser les informations contenues dans leur proposition qui doivent être protégées par le secret des affaires.

Le questionnaire est à retourner au plus tard le 15 février 2026, par courriel à marchespublics@debatpublic.fr ou via la plateforme des achats de l'État (PLACE).

Certains participants pourront être invités à répondre à des questionnaires complémentaires ou à présenter leurs propositions lors d'une réunion de sourçage.

Nom de l'entreprise :

N° SIREN :

Interlocuteur :

Courriel :

Téléphone :

Votre entreprise envisage-t-elle de candidater à la future procédure de mise en concurrence portant sur l'organisation des débats publics de la CNDP ?

☐ OUI
☐ NON

Dans l'affirmative, quelles sont les missions de l'accord-cadre que votre entreprise pourrait se proposer de conduire ?

Comment appréciez-vous l'hypothèse d'une fusion des lots « ingénierie de la participation », « mobilisation des publics » (anciennement « communication ») et, le cas échéant, « logistique des débats publics » au regard de votre organisation, de vos compétences et de votre capacité à répondre à une consultation ?

Comment appréciez-vous l'hypothèse consistant, pour ces lots fusionnés, à prévoir une multi-attribution des bons de commande, attribués à tour de rôle après tirage au sort pour la primo-attribution ?

I. Renseignements généraux

1. Statut de l'entreprise

Structure de votre entreprise (organisation, localisations, distributeur, type de distribution) :

Appartenance à un groupe et/ou capacité à se regrouper pour répondre à un appel d'offres :

Implantation géographique :

Raison sociale, forme de votre entreprise (GE, ETI, PME, TPE, ESS, EA, ESAT...) :

2. Données financières de l'entreprise

Chiffres clés :

Chiffre d'affaires moyen annuel pour les trois derniers exercices :

3. Situation de l'entreprise dans le secteur économique

Votre entreprise est-elle titulaire d'un ou plusieurs marché(s) public(s) similaire(s) ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Avez-vous recours à la sous-traitance ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Si oui, part de l'activité sous-traitée :	

Vos références :

4. Ressources humaines

Les effectifs :

Capacité de mobilisation des équipes sur des projets multi-territoriaux et/ou simultanés (y compris outre-mer) :

II. Demande d'informations

1. Éléments de présentation des prestations

Pouvez-vous présenter votre (vos) prestation(s) ?

2. Modalités estimées de déploiement et de tarification de la prestation

Capacité à prendre en charge rapidement la (les) mission(s) à compter de l'émission d'un bon de commande.

Comment organisez-vous vos équipes et vos moyens pour intervenir simultanément sur plusieurs débats publics, dans différents territoires ?

Êtes-vous en capacité de répondre à la commande pour des débats publics qui se dérouleraient dans les départements et régions d'outre-mer ?

La tarification des prestations réalisées dans les départements et régions d'outre-mer appelle-t-elle, selon vous, des stipulations particulières ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

L'insertion de prestations à prix forfaitaire vous semble-t-elle appropriée pour assurer l'exécution de certaines prestations de l'accord-cadre ?

3. La politique environnementale et sociale

Démarche environnementale de votre entreprise (qualité environnementale des produits et services, démarches de décarbonation, de sobriété énergétique, de réemploi, de gestion des déchets, etc.) :

Démarche sociale de votre entreprise (égalité femmes-hommes, modalités d’insertion de personnes éloignées de l’emploi, emploi des personnes en situation de handicap, etc.) :

4. Compléments éventuels

Quels freins empêcheraient votre entreprise de répondre à l’appel d’offres relatif à un tel accord-cadre ?

Quels éléments non évoqués précédemment ou quelles recommandations particulières, qui vous sembleraient utiles compte tenu de votre expérience, souhaitez-vous porter à la connaissance de la CNDP afin de contribuer à la bonne conduite de l’opération ?
